

Au Pérou, Keiko Fujimori, une « fille de » sans remords

Arrivée en tête du premier tour de la présidentielle au Pérou, la candidate de la droite populiste consolide ses chances de victoire face son adversaire de gauche. Deuxième tour prévu le 7 juin.

LE MONDE- 20 mai 2026 Par Amanda Chaparro (Cuzco, correspondance)

Le père en héritage

A bientôt 51 ans, Keiko Fujimori se rêve en prochaine présidente du Pérou, le 7 juin. Alors que le pays traverse une crise sécuritaire avec l'expansion du crime organisé, elle promet d'exercer le pouvoir d' « *une main de fer* » pour un « *retour à l'ordre* ». Propulsée première dame dès 19 ans, après le divorce de ses parents, elle a acquis son expérience politique aux côtés de son président de père. Alors que, dans les années 1990, le Pérou fait face à l'insurrection armée des communistes du Sentier lumineux, l'État répond par une répression brutale et des violations des droits humains, notamment envers les populations autochtones. Le conflit (1980-2000) cause la mort de 70 000 personnes. En 2009, Alberto Fujimori sera condamné à vingt-cinq ans de prison pour crimes contre l'humanité. Celle qui avait tenté de dédramatiser son image revendique désormais son héritage. Dépeinte comme calculatrice et intransigeante, elle n'a jamais exprimé de regret pour les victimes.

Dégommeuse de présidents

A la tête de Fuerza Popular (FP), la formation politique la plus puissante et la plus structurée du Pérou, Keiko Fujimori peut compter sur un parti discipliné, qui fait bloc derrière son leadership incontesté depuis le retrait politique de son frère, Kenji, et la mort de son père, en 2024. Selon les analystes politiques péruviens, FP gouverne le pays à partir du Parlement, où il est en position de force. Beaucoup pointent sa responsabilité dans la crise politique et la destitution de trois présidents en dix ans. Le parti est parvenu à consolider son emprise politique en nommant des personnes favorables à ses intérêts, à la tête de plusieurs institutions clés, telles que le Tribunal constitutionnel ou le Ministère public, une institution autonome chargée de défendre la légalité et les droits de l'homme. Beaucoup redoutent que l'arrivée de Keiko Fujimori à la présidence n'ouvre la voie à un régime autoritaire déterminé à se maintenir durablement au pouvoir.

As des barreaux

Keiko Fujimori a fait plusieurs séjours en prison de manière préventive, dans l'affaire Odebrecht, du nom du géant latino-américain du BTP, condamné pour avoir versé des pots-de-vin à des personnalités politiques en échange de contrats publics. Elle a été visée, en 2016, par une enquête pour blanchiment d'argent à hauteur d'un million de dollars (environ 920 000 euros). Le parquet avait requis trente ans de prison, mais, en 2025, sa défense est parvenue à faire annuler une grande partie des poursuites par le Tribunal constitutionnel. Son nom est par ailleurs associé au gouvernement le plus corrompu de l'histoire contemporaine. Alberto Fujimori et son bras droit, Vladimiro Montesinos, chef des services de renseignement, ont laissé le souvenir d'un régime kleptocrate. Lors de leur procès, ils ont reconnu avoir détourné 15 millions de dollars (environ 10,5 millions euros) d'argent public, entre autres faits de corruption.

Néolibérale en puissance

Selon de nombreux politistes, cette élection, où elle est arrivée en tête du premier tour avec 17,1 % des voix, représente sa « *meilleure chance* ». Elle fait face à un candidat de la gauche radicale, dépeint comme « *communiste* ». Elle, au contraire, rassure les milieux d'affaires, qui voient en elle la continuité du modèle économique néolibéral inscrit dans la Constitution de 1993, adoptée sous le régime de son père, très favorable au secteur privé. Dans les colonnes du quotidien *El Comercio*, le politiste Martín Tanaka estime que la mort de son père, sa rupture avec son ex-mari et ses séjours en prison ont contribué à « *humaniser* » son image. L'émergence de candidatures plus radicales à droite lors du premier tour lui aurait par ailleurs permis de se recentrer sur l'échiquier politique. Elle devra toutefois affronter un fort courant antifujimoriste dans la population. En mars, 59 % des personnes sondées par Ipsos déclaraient qu'elles ne voteraient « *jamais* » pour elle. Cette proportion est tombée à 48 % en avril.

Amanda Chaparro (Cuzco (Pérou), correspondance)